

Article 31 du Règlement

Le droit à la propriété devrait être inscrit dans la Constitution. Le Sénat doit faire l'objet d'une réforme et aussi être élu. Un grand nombre de répondants souhaitent un nombre égal de sénateurs pour chaque province, mais l'abolition pure et simple de cette institution reçoit aussi un appui important.

Un répondant a dit:

Je suis tout à fait en faveur du libre-échange, de la TPS, de la réduction du déficit et de la restructuration de l'économie, mais vous auriez peut-être intérêt à encadrer cette réponse parce que je doute que vous en obteniez beaucoup comme celle-ci.

* * *

LA FAMILLE

M. Jim Karpoff (Surrey-Nord): Monsieur le Président, les Canadiens ont appris cette semaine l'existence d'un caucus conservateur des questions familiales, qui aurait influé sur les nombreuses décisions négatives du Cabinet à l'égard des politiques qui touchent la famille.

Le fait qu'il fallait en moyenne 45 heures de travail rémunéré par semaine pour faire vivre une famille dans les années 50, contre 65 à 80 heures en moyenne maintenant, est un élément de la réalité à laquelle les familles font face aujourd'hui. De nos jours, les familles biparentales forment le groupe le plus nombreux de familles pauvres. Sans l'apport salarial des épouses, le taux de pauvreté serait deux fois plus élevé parmi les familles biparentales.

• (1110)

Les néo-démocrates savent que les Canadiens veulent, non pas un gouvernement enraciné dans le passé, mais un gouvernement qui saura reconnaître et accepter la phase de transition que traversent les familles et mettre en place des politiques qui répondent aux nouveaux rôles des familles; un gouvernement qui s'engage à rétablir le plein emploi et assure à cette fin les programmes de formation et de soutien nécessaires; un gouvernement qui s'engage à faciliter l'accès à des services de garde d'enfant qui, tout en étant sans but lucratif, soient universels, de qualité et abordables.

* * *

[Français]

LES COOPÉRATIVES DE LOGEMENT

L'hon. André Ouellet (Papineau-Saint-Michel): Monsieur le Président, je tiens à signaler à la Chambre l'abandon du Programme prêt hypothécaire indexé (PHI) qui aidait le développement des coopératives de logement. En effet, l'abolition de cette aide fédérale aura pour effet de réduire de 80 p. 100 les logements coopéra-

tifs. Ce programme, qui a été qualifié par la Société canadienne d'hypothèques et de logement de «peu onéreux et de très performant», ne devrait pas être coupé.

M. André Gariépy, président de la Coopérative Loge-Unis, **M^{me} Marielle Dunn,** secrétaire, **M. Guy Simard** et **M^{mes} Youance, Desin, Thiboutot, Bédard, Gagné et Simard,** tous et toutes membres de cette coopérative d'habitation de mon comté ont manifesté leur désapprobation absolue face à ces mesures régressives du gouvernement conservateur. C'est pourquoi je lui demande de revenir sur sa décision.

* * *

[Traduction]

LES PORTS

M. René Soetens (Ontario): Monsieur le Président, il y avait six ans que le chalutier baptisé *The Prince Edward Island* était amarré au quai dans le port de Whitby. Ce bâtiment vétuste choquait la vue, sans compter les dangers qu'il pouvait présenter pour le public et pour l'environnement.

Cela a pris une action concertée, principalement de la part de la ville de Whitby et de son conseil municipal, mais aussi de la part des gouvernements provincial et fédéral pour nous débarrasser enfin de cette monstruosité. Il y a quelques jours à peine, il a été remorqué hors du port de Whitby. Le malheur, c'est qu'il va se retrouver ailleurs.

J'exhorte le gouvernement fédéral à prendre des règlements pour empêcher que ce genre de choses ne se reproduisent dans quelque port que ce soit au Canada.

* * *

LE CHÔMAGE AU MANITOBA

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, les statistiques publiées aujourd'hui à propos du chômage révèlent que le nord du Manitoba a maintenant un taux officiel de chômage de 24,8 p. 100. Nulle autre région au Canada n'a un taux aussi élevé. Pourtant, le gouvernement fédéral refuse de renégocier l'entente de développement du Nord. Il refuse de fournir des fonds pour le port de Churchill. Il refuse d'intervenir à propos des aménagements hydroélectriques. Il refuse de donner une formation suffisante aux autochtones.

Je tiens à déclarer à la Chambre que le gouvernement se désintéresse d'une partie très importante de notre pays. Il ne se préoccupe ni des jeunes, ni des autochtones, ni des femmes.

Pourquoi ce parti s'obstine-t-il tant à garder le pouvoir, s'il ne veut rien faire pour la population?